

CONFERENCE DE PRESSE DU 29 AVRIL 2009

Conférence de presse à l'occasion du 1^{er} Mai 2009

Des syndicats forts = plus de justice = plus de stabilité

Daniel Lampart, économiste en chef de l'USS

Actuellement, de nombreux indicateurs montrent que nous nous trouvons au début de la première grande crise économique depuis les années 30. Certaines estimations fixent la durée de la crise entre quatre à cinq ans¹. Les salarié(e)s en payeront le prix fort. L'an prochain déjà, le chômage devrait dépasser son maximum historique, atteint en 1997.

1. La crise économique mondiale est aussi la crise d'une certaine idéologie de la distribution des revenus

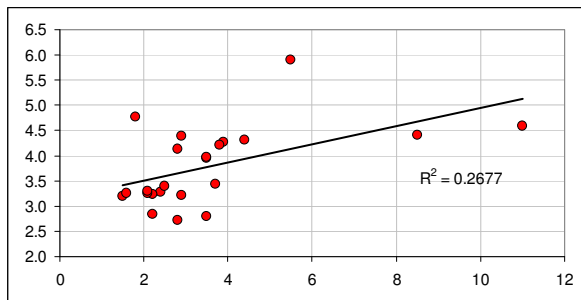
La crise actuelle a trouvé sa source dans le secteur financier, là où justement les chefs d'entreprise ont encaissé les plus hauts revenus, justifiés par le fait qu'ils étaient les meilleurs d'entre les meilleurs. Aux États-Unis, en 2007 encore, trois des cinq dirigeants les mieux payés du pays étaient à la tête de banque d'investissements². En Suisse, les chefs des deux grandes banques étaient parmi les mieux payés des patrons. Ils s'octroyaient tous des rémunérations de plusieurs dizaines millions, qu'ils justifiaient par des prestations prétendument hors du commun. En réalité, leur bilan est catastrophique. Ce sont eux qui ont provoqué le plus de dégâts.

Cette corrélation est symptomatique. La crise économique actuelle est aussi la crise d'une idéologie, celle qui voulait qu'une distribution inégale des revenus conduise à une hausse des revenus pour tout le monde. Une mise en regard de la distribution des revenus et de la hausse du chômage jusqu'en 2010, prévue par le Fonds monétaire international (FMI) en avril 2009, montre que cette croissance du chômage est d'autant plus forte que : a) la distribution des revenus est inégale dans un pays (les 10 pour cent des revenus les plus élevés comparés aux 10 pour cent les plus bas) ou b) le 10 pour cent supérieur a pu accroître sa part du revenu global depuis les années 70. Un pays est d'autant plus touché par la crise qu'il a appliqué cette idéologie.

¹ Le FMI, dans l'édition d'avril 2009 de *World Economic Outlook*, évalue qu'il faudra 16 trimestres pour que le PIB retrouve son niveau d'avant la crise. Les économistes américains Reinhart et Rogoff ont calculé une durée moyenne des crises bancaires de 4,8 ans (*The Aftermath of Financial Crisis*, publié dans l'« *American Economic Review* » en mai 2009).

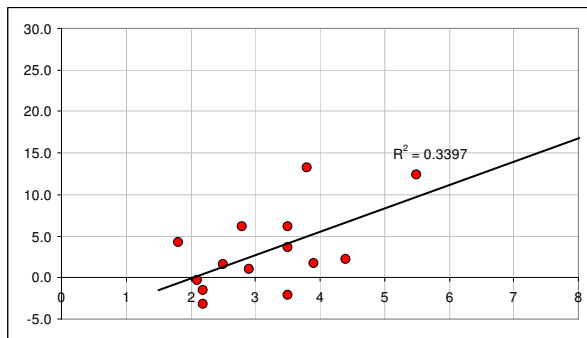
² http://www.nytimes.com/interactive/2008/04/05/business/20080405_EXECCOMP_GRAPHIC.html.

Inégalité des revenus (90p/10p) comparée à l'augmentation du taux de chômage jusqu'en 2010³



Source : OCDE Factbook 2009, FMI World Economic Outlook, avril 2009

Modification de la part des revenus revenant aux 10 pour cent les plus riches (des années 1970 à 2005) comparée à l'augmentation du taux de chômage jusqu'en 2010⁴



Source : Piketty/Saez, FMI World Economic Outlook, avril 2009

Dans les pays comme les USA, où une bulle spéculative immobilière s'est formée, les ménages disposant des revenus inférieurs et moyens ont pu partiellement compenser la faiblesse de la croissance des revenus par l'augmentation du prix de leur maison. Encourageant l'accès à la propriété, les gouvernements ont stimulé cette évolution et nourri ainsi l'illusion qu'il était possible d'obtenir une amélioration de sa situation économique à travers la croissance des valeurs immobilières plutôt que par celle du revenu. L'éclatement de la bulle immobilière a fait perdre cette illusion aux ménages. Ils ne sont pas seulement confrontés à la réalité de leur situation salariale, mais doivent aussi prendre conscience que ce qui était hier une fortune immobilière virtuelle est devenu aujourd'hui un endettement pesant.

Ils adaptent donc leur consommation à leur revenu réel. Les conséquences pour l'ensemble de l'économie sont dévastatrices. La demande s'affaiblissant, les entreprises réduisent leurs investissements. Le chômage s'étend, diminuant d'autant le pouvoir d'achat. Et la consommation continue de chuter.

³ Australie, Autriche, Belgique, Canada, Tchéquie, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Slovaquie, Espagne, Suède, Suisse, Grande-Bretagne, USA.

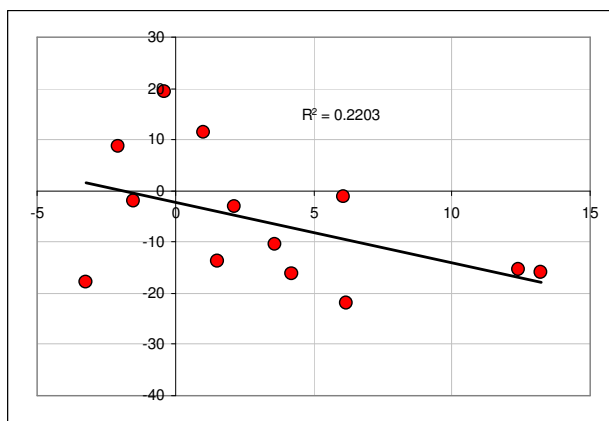
⁴ Australie, Canada, Finlande, France, Allemagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Suisse, Grande-Bretagne, USA.

2. Des syndicats forts pour des revenus plus équitablement répartis

Dans de très nombreux pays, l'État a commencé à soutenir la demande en lançant des programmes conjoncturels, afin de compenser la baisse de la consommation des ménages privés. À la longue, cette politique de déficit public (« deficit spending ») débouche toutefois sur un fort accroissement de la dette publique. Une stabilisation à moyen terme de l'économie mondiale ne peut donc se passer d'une redistribution plus équitable des revenus. Les gouvernements américain et britannique ont déjà fait les premiers pas dans ce sens. Ils ont annoncé des augmentations d'impôt pour les hauts revenus. Mais la résistance à ces mesures est programmée. À ce propos, l'éditorial de l'édition actuelle de « The Economist » est exemplaire : les déficits publics doivent être compensés, après la crise, par une augmentation de l'âge de la retraite et des économies dans le secteur de la santé, mais pas par une imposition accrue des riches.

Les syndicats joueront un rôle clef dans cet abandon de l'idéologie de l'inégalité de distribution des revenus. Par le passé, des syndicats puissants ont été capables d'empêcher que l'écart entre hauts et bas revenus ne s'accroisse⁵. À l'inverse, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, deux pays qui connaissent des inégalités de revenus particulièrement marquantes, les syndicats sont politiquement combattus depuis les gouvernements respectifs de Reagan et de Thatcher⁶. Le gouvernement Obama a pris une option différente et vise à renforcer les syndicats à travers l'Employee Free Choice Act.

Modification de la syndicalisation en regard de la modification de la part au revenu global des 10 pour cent les plus riches, des années 70 à 2005.



Source : Piketty/Saez, OECD

Mesures de lutte contre le chômage et justice sociale

En Suisse, les autorités de la Confédération des cantons et des communes rejouent le même vieux scénario erroné. Le conseiller fédéral Merz, sous couvert d'allègements pour les familles, veut continuer à baisser l'impôt fédéral direct pour les hauts revenus. Et même dans les cantons – à Lucerne, dans les Grisons, en Thurgovie et à Zurich – on prévoit de nouvelles réductions. De manière grotesque, ces cadeaux fiscaux sont présentés en partie comme des mesures de stabilisation de la

⁵ Lemieux, T. (2008) : The changing nature of wage inequality, *Journal of Population Economics*, 21 (1).

⁶ S. Levy/Temin (2007) : Inequality and Institutions in 20th Century America, MIT Department of Economics Working Paper 07-17.

conjoncture, bien qu'il soit prouvé qu'ils n'y contribuent pas du tout. Un franc de fonds publics utilisé pour réduire les impôts a un effet conjoncturel maximum de 50 centimes, alors qu'un franc placé en investissements publics, dans des mesures en matière de formation ou d'allégements pour les bas revenus — par exemple à travers une augmentation des subventions destinées à la réduction des primes des caisses-maladie — agit à hauteur d'un franc voire plus⁷.

Ces prochaines années, la crise sera renforcée par l'État et par une partie des assurances sociales si le Conseil fédéral ne prend aucune mesure pour s'y opposer dans son troisième programme conjoncturel. Les cantons et les communes suivent des politiques de réduction des dépenses, comme le montre une évaluation des plans financiers pour 2010 faite par le Département fédéral des finances, et les caisses-maladie veulent augmenter leurs primes de 10 pour cent environ, ce qui réduira le pouvoir d'achat d'un volume de 2 milliards de francs. Il faut donc :

- une augmentation des subventions à la réduction des primes de l'assurance-maladie de 2 milliards de francs,
- un programme d'investissements pour contrebalancer la politique des cantons et des communes, qui renforce la crise,
- des mesures pour lutter contre le chômage — formation continue en lieu et place des licenciements, prolongation du chômage partiel à 24 mois,
- davantage de protection sociale en cas de chômage, avec une augmentation des indemnités journalières de 10 points de pour cent et une prolongation de la durée d'indemnisation à 520 jours,
- un assainissement des caisses de pensions réalisé avec un maximum de retenue,
- une politique monétaire empêchant une réévaluation du franc.

Pour davantage de justice sociale en Suisse, les mesures suivantes sont nécessaires :

- Les parts de revenus supérieures au million de francs doivent être soumises à l'impôt sur les bénéfices. Pas de salaire de plus de 500'000 francs dans les entreprises publiques.
- Un salaire minimum de 3'00 francs par mois pour toutes et tous et de 4500 francs par mois pour les salarié(e)s qualifiés.
- Les hauts revenus doivent contribuer à réduire les déficits de l'assurance-chômage. Lorsque le seuil critique de l'endettement de l'assurance sera atteint à la fin de 2009, le Conseil fédéral devra mettre à contribution les revenus à partir de 126'000 francs par le biais d'un prélèvement de 2 pour cent du salaire.
- Abandon des projets de baisses des impôts pour les hauts revenus aux niveaux de la Confédération, des cantons et des communes.
- Introduction d'un impôt fédéral sur les successions (avec franchise de 1 million de francs).

Une famille de quatre personnes avec un revenu moyen disposerait ainsi d'environ 2000 francs de plus par année et un couple de retraité(e)s de près de 1000 francs de plus. Les cadeaux fiscaux de Monsieur Merz n'apporteraient en revanche pratiquement rien aux bas et moyens revenus, alors que les personnes ayant un revenu supérieur à 200'000 francs recevraient au moins 5000 francs.

⁷ D. Lampart (2009): *Quels programmes conjoncturels sont efficaces?* Dossier de l'USS N° 62.